

Intervention d'Édouard Serre (GR):

Camarades, après notre camarade Cazanave qui a précisé la position de la minorité du Parti en face des problèmes internationaux, je voudrais préciser notre position, en ce qui concerne le cas particulier du problème espagnol, et tout particulièrement je voudrais indiquer pourquoi unanimement notre tendance s'est ralliée à la motion du Comité d'action socialiste pour l'Espagne, aux côtés de notre camarade Zyromski.

Auparavant, je voudrais préciser combien l'affaire espagnole montre que notre position traditionnelle était justifiée.

Nous sommes en principe contre la défense nationale, en régime capitaliste...

interruption de Théo Bretin. – Jamais le Parti n'a dit cela!

Serre. – Je dis – je parle au nom de la minorité de la C.A.P. – la défense nationale en régime capitaliste existait en Espagne. Vous savez ce que cela a donné: la révolte de Franco, de ses généraux et de toute l'armée. La défense nationale existait aussi en France. Il est incontestable pour qui réfléchit un seul instant que l'installation des Allemands et des Italiens en Espagne constitue pour la France un danger considérable. Est-ce que, dans ces conditions, le capitalisme français tout entier, par sa presse, par ses délégués au Parlement, jusques et y compris au sein de certains partis du Front populaire, n'a pas fait pression de toutes ses forces, par tous les moyens, pour empêcher que d'une manière quelconque, la menace de l'armée française pèse dans la balance contre les généraux rebelles espagnols, contre les Hitlériens et les Mussolini qui allaient à son secours? Dans ces conditions l'expérience est faite; la défense nationale ne jouera jamais que contre nous, camarades; ou bien elle jouera dans le cadre d'un conflit d'intérêts capitalistes, dans lequel nous n'avons rien à voir. (Quelques applaudissements.)

De même nous étions méfiés de la Société des Nations et des formules de "sécurité collective". Le cas de l'Éthiopie, comme le cas de l'Espagne, nous montrent combien nous avons raison et combien il fallait attendre peu de choses d'une Société groupant des appétits impérialistes, pour lutter contre tel ou tel de ces appétits.

Mais si nous sommes révolutionnaires, nous sommes des révolutionnaires réalistes. En particulier, nous estimons que pour construire le socialisme nous devons à chaque instant utiliser les leviers de commande capitalistes, que le hasard ou l'action de nos militants a mis entre les mains de certains d'entre nous.

C'est bien, d'ailleurs, ce qu'avait voulu le Parti lorsqu'il a accepté la délégation d'un certain nombre d'entre nous au gouvernement. Il avait voulu accepter l'exercice du pouvoir en vue de la conquête du pouvoir total.

Or, qu'avons-nous vu dans le cas de la révolution espagnole. Ce qui fut instauré, ce fut la politique de non-intervention; je ne veux pas revenir sur tout ce que vous a dit Zyromski, de ses conséquences et de ses aboutissements. Toutefois, je voudrais essayer de savoir pourquoi on a abandonné la thèse de la sécurité collective, qui était celle de la majorité d'entre vous. Est-ce pour obéir à la volonté du Front populaire? Car, souvent, on nous a répété, à propos de l'affaire espagnole, que le gouvernement n'était pas un gouvernement socialiste mais était un gouvernement de Front populaire

à direction socialiste. Mais il est incontestable que dans le programme de Rassemblement populaire figurait la collaboration internationale dans le cadre de la Société des Nations, en vue de la sécurité collective, pour la définition de l'agresseur et l'application automatique et solidaire des sanctions en cas d'agression.

Ce programme ne nous satisfaisait pas entièrement. Mais ce programme, qui était le vôtre, celui de la majorité du Parti, auquel nous nous étions ralliés, par discipline, ce programme qui était le vôtre, l'avez-vous appliqué? A quel moment avez-vous fait jouer la Société des Nations dans la période que nous venons de traverser? A quel moment avez-vous demandé aux peuples de respecter le droit international foulé aux pieds dans tous les domaines en ce qui concerne la République espagnole? A aucun moment la réalisation de ce programme n'a été ébauchée, à aucun moment il n'a été fait application de ce programme. (Quelques applaudissements.)

Est-ce donc la volonté du Parti que nos camarades délégués du gouvernement ont entendu respecter en appliquant la pseudo-politique de non-intervention? Je voudrais rappeler ici la motion qui a été votée au Conseil national en février, et je voudrais que tout de même, si on fait appel à la discipline, cet appel ne soit pas unilatéral et que lorsqu'il y a des décisions du Parti, et de ses organismes supérieurs, tous, quels qu'ils soient, aient le devoir de les respecter! (Quelques applaudissements.)

" Le Conseil national considérant que la politique de non-intervention n'a pas atteint tous les objectifs qu'elle s'était assignés et n'a pu donner les résultats escomptés du fait de l'attitude de certaines puissances, considérant que l'état de fait actuel ne peut plus se prolonger parce qu'il met en péril à la fois et la paix internationale et l'existence de la République espagnole, demande au gouvernement d'agir énergiquement afin de mettre debout un système de contrôle effectif englobant toutes les côtes de la péninsule ibérique, et lui fait confiance, s'il ne devait pas aboutir dans le plus bref délai, à des résultats pratiques pour envisager la reprise de la liberté d'action."

Comme conséquence, camarades, nous avons bien lu, le lendemain, dans le Populaire que le contrôle allait tout de suite devenir effectif. Il vous suffit de vous reporter aux événements de ces derniers mois, il vous suffit de réfléchir pour savoir ce qu'il est advenu de ce contrôle effectif?

A quel moment la République française a-t-elle repris sa liberté d'action? Jamais! Aujourd'hui encore, elle vient d'abdiquer en remettant à l'Angleterre le soin de régler la question du contrôle et de la non-intervention. Par conséquent, c'est contre la volonté unanime du Conseil national, contre la volonté unanime, je le précise parce que la motion votée était des plus timorée en face de celle présentée par Zyromski, laquelle demandait la levée immédiate de l'embargo; que par conséquent la motion votée était la motion exprimant le désir de ceux d'entre nous qui étaient le moins éloignés de la politique gouvernementale, et néanmoins cette motion n'a pas été appliquée. Il y a là un manque de discipline à l'égard du Parti, car il aurait fallu revenir devant le Parti, si les événements contraignaient nos représentants à appliquer une autre politique, justifiaient une autre politique.

Serait-ce donc que nos dirigeants ont agi suivant la volonté de l'Internationale ouvrière socialiste? Zyromski vous a dit tout à l'heure que non. Et je voudrais, à ce propos, pour vous montrer comment nous sommes jugés par les plus purs d'entre nous, dans l'Internationale ouvrière socialiste, vous lire une phrase et une seulement, de la lettre de Vandervelde à notre camarade Léon Blum, lettre que malheureusement nous n'avons pas pu connaître par l'organe du Parti, que nous avons connue

seulement par le journal d'un parti voisin, et par l'Espagne socialiste. Dans cette lettre il y avait cette phrase:

"Jusqu'à quand durera ce chantage ou cette farce ridicule et tragique? Jusqu'à quand l'impartialité dérisoire dont certains osent encore se vanter prétendra-t-elle tenir la balance égale entre le gouvernement reconnu d'une nation amie et les pronunciamentos de ... "

Voilà ce que dit Vandervelde. Et c'est nous, indisciplinés, qui faisons ce rappel à la discipline envers le programme du Front populaire, envers le Parti socialiste et l'Internationale ouvrière socialiste; nous faisons ce rappel à la discipline et nous demandons à nos camarades du gouvernement qui sont encore dans le nouveau gouvernement, cette fois à direction radicale, qui ne pourra qu'accentuer l'action en faveur de Franco et contre la République espagnole, nous leur demandons, camarades, ce n'est pas possible que la politique de la France soit cela! ou alors il ne faut pas que cela soit avec vous!... Nous n'avons pas le droit d'associer notre Parti à une politique qui assassine l'Espagne républicaine. ? Nous n'avons pas le droit de nous associer, par votre présence au gouvernement, nous n'avons pas le droit de nous associer à une politique qui, demain, va réclamer de nouvelles élections en Espagne, après que pour assurer une majorité au fascisme l'on aura fait couler le plus pur sang révolutionnaire en Espagne! Nous n'avons pas le droit de nous associer à cette politique et nous vous demandons: ou ayez la force, au sein du gouvernement, de faire renverser la vapeur, ayez la force d'imposer que soit respecté le droit international, ayez la force d'imposer que tous les fonctionnaires, à tous les échelons, facilitent l'action internationale de classe, en faveur de l'Espagne républicaine. Nous vous demandons d'obtenir cela, ou alors vous ne devez plus rester au gouvernement qui ferait le contraire... (Quelques applaudissements.) Nous vous demandons, à ce moment-là, de partir et, appuyés sur les masses de ce pays, de refaire un gouvernement ayant la volonté, cette fois, de sauver avec la République espagnole, la démocratie française et la paix du monde! Ce gouvernement se ferait avec vous, camarade Blum, à sa tête, ou sans vous, si vous ne vous sentez pas capable d'appliquer ce programme.

Nous vous le demandons et nous vous demandons pour cela d'appliquer également, à côté des méthodes qu'a préconisées Zyromski, les méthodes que nous préconisons nous-mêmes, à savoir l'action de classe.

Nous disons: Le droit international doit permettre le ravitaillement de l'Espagne républicaine et de l'Espagne républicaine seulement. Franco, général rebelle, ne doit pas être ravitaillé. Nous estimons que la fermeture des frontières des rebelles est une chose plus efficace que des sanctions appliquées à l'Allemagne qui pèseraient sur le peuple allemand lui-même. Nous demandons ensuite qu'avant même la levée de l'embargo, tous les leviers de commande entre les mains des camarades socialistes soient mis à disposition de tous les camarades décidés à faire, cette fois, une action internationale de classe efficace, et non pas cette comédie, qui consiste à faire passer quelques armes d'opérettes à travers la frontière. Nous demandons, camarades... (protestations de Dormoy)... je sais qu'on a cessé de nous raconter que nos camarades du gouvernement nous ont raconté qu'on apportait une aide efficace au gouvernement de Valence ! A d'autres ! ... On vous disait que j'étais peut-être de ceux qui avaient essayé de faire le plus pour l'Espagne. C'est pour cela que je sais à quels obstacles je me suis heurté et que je sais l'inefficacité de tout ce que nous avons fait. Avons-nous vu passer des tanks? Combien avez-vous passé d'avions de bombardement? Allons donc ! il faut en finir avec cette plaisanterie d'une aide occulte et importante, que l'on n'a pas le droit d'avouer en raison de la

situation internationale. Non, ça n'est pas passé! Non! ça ne passe pas! Ou plus exactement ce qui est passé par-dessus la France, comme l'écrivait Prieto, ce sont les junkers allemands tout armés, qui, allant chez Franco, passaient de nuit au-dessus de la France, quelquefois avec le service des postes radios français! (Applaudissements.)

Nous demandons que cette fois l'action internationale de classe se manifeste et nous demandons qu'elle soit rendue possible par tous ceux de nos camarades qui détiennent les leviers de commande, quels qu'ils soient. Et nous prétendons que tout ceci ne risque pas d'entraîner la guerre, parce que nous demandons qu'enfin on déclare aussi la paix au monde! Nous demandons qu'on la déclare au prolétariat allemand et pour cela qu'on revienne immédiatement, sans attendre que cela nous soit imposé sur le traité de Versailles! Nous demandons en particulier que ne pèse plus sur le peuple allemand cette responsabilité unilatérale de la guerre de 1914. Croyez-vous que M. Poincaré n'avait aucune responsabilité, dans la guerre de 1914? ... (Quelques applaudissements.) Il en avait! C'est pour cela, c'est en faisant appel au prolétariat international, en faisant appel aux peuples du monde entier, que nous parviendrons à sauver le prolétariat espagnol, tout en sauvant la paix. Si au lieu de cela nous continuons la politique du surarmement, camarades, demain c'est elle qui nous amènera la guerre!

On prêche la médiation; après la médiation, quand il y aura de nouveau un gouvernement capitaliste en Espagne, le surarmement étant jugé suffisant, on nous demandera peut-être cette fois, pour le fer de Bilbao qui intéressera des capitalistes, de faire jouer la défense nationale et d'aller nous faire casser la gueule!

Non, camarades, à ce moment, nous dirons: Nous ne marchons pas! et faisant appel au prolétariat du monde entier nous ferons cette fois la révolution mondiale et nous sauverons encore une fois la paix, malgré le capitalisme! (Applaudissements.)